



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Swiss Confederation

Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

106^{ème} Session du Conseil exécutif

Déclaration

S.E. Corinne Cicéron Bühler
Représentante permanente de la Suisse auprès de l'OIAC

Débat général

La Haye, 09-12 Juillet 2024

Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons

106th Session of the Executive Council

Statement

H.E. Corinne Cicéron Bühler
Permanent Representative of Switzerland to the OPCW

General Debate

The Hague, 09-12 July 2024

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur Général, Excellences,

Permettez-moi tout d'abord de vous souhaiter, M. le Président, un mandat fructueux et de vous remercier pour votre présidence. Je vous assure du plein soutien de ma délégation. Je tiens également à remercier le Président sortant pour son engagement.

Monsieur le Président,

La Suisse prend note du fait qu'après une longue interruption, les consultations entre le Secrétariat technique et la République Arabe Syrienne ont repris pour évoquer les lacunes, les divergences et les incohérences relevées dans la déclaration initiale et les soumissions ultérieures de la République Arabe Syrienne. Nous saluons ce développement. Nous notons aussi avec inquiétude que selon le rapport de l'équipe d'évaluation des déclarations (DAT) publié le 4 juillet 2024, le Secrétariat a soulevé de nouvelles questions en suspens. Compte tenu des maintenant 19 questions en suspens toujours encore pas résolues, la déclaration de la République Arabe Syrienne ne peut toujours encore pas être considérée comme étant exacte ou complète. La Suisse exhorte donc la République Arabe Syrienne à fournir des explications vérifiables et scientifiquement plausibles qui permettront de clarifier toutes les questions encore en suspens. Nous rappelons à nouveau que la collaboration avec l'OIAC et la tenue des consultations requises n'est pas une fin en soi, mais résulte du devoir de chaque État membre de respecter ses obligations issues de la Convention.

Dans ce contexte, la Suisse exprime sa pleine confiance dans le travail de l'OIAC et de ses missions. Nous rejetons toute tentative de discréditer son travail ou de remettre en cause la légitimité de ses missions.

Monsieur le Président,

Des questions restent également en suspens concernant l'empoisonnement de M. Navalny en 2020. La Fédération de Russie n'a pas ouvert d'enquête indépendante et n'a pas coopéré avec l'OIAC, bien qu'elle soit tenue de le faire en vertu de la convention. Nous sommes également préoccupés par les rapports de plus en plus nombreux sur l'utilisation alléguée d'agents anti-émeutes par la Fédération de Russie comme méthode de guerre en Ukraine. La Suisse est reconnaissante que l'OIAC continue d'apporter l'attention nécessaire à cette situation particulière et toute autre situation portée à son attention. Par ailleurs, la Suisse soutient toutes les activités jugées appropriées que mènent le Secrétariat technique en réponse aux requêtes formulées, comme la demande de visite d'assistance technique formulée par l'Ukraine au titre de l'article X de la Convention. Les allégations concernant l'utilisation d'agents anti-émeutes par la Fédération de Russie en Ukraine sont graves et constitueraient une violation de la Convention si elles étaient confirmées. Dans ce contexte, la Suisse prend note de la note verbale présentée par l'Allemagne au nom de 12 États. Compte tenu de la gravité des allégations, nous serions favorables à ce que le Conseil exécutif contribue à la clarification de la situation conformément à l'Art. IX para. 3 de la Convention.

Monsieur le Président, permettez-moi d'aborder maintenant des points plus positifs :

La Suisse remercie le directeur général et le secrétariat technique pour leur travail. Les efforts déployés pour tirer parti des technologies nouvelles et émergentes sont particulièrement louables. Dans ce contexte, nous souhaitons mettre l'accent sur le « Artificial Intelligence Research Challenge » de l'OIAC. En outre, nous attendons avec impatience les résultats de la prochaine conférence mondiale, organisée par le Royaume du Maroc et le Secrétariat technique, afin d'explorer et examiner les conséquences de la technologie de l'intelligence artificielle dans le cadre de la Convention. La Suisse s'engage depuis longtemps en faveur d'un régime de vérification solide et efficace. Nous pensons qu'il est essentiel d'utiliser nos ressources le plus efficacement possible. En ce sens, nous sommes heureux que les discussions sur les technologies nouvelles et émergentes ne se limitent pas seulement aux risques potentiels, mais examinent également les avantages et les applications possibles pour améliorer encore le travail de l'OIAC dans tous ses aspects. La prochaine conférence pourra grandement y contribuer.

Monsieur le Président,

La Suisse reste convaincue que pour exploiter pleinement le potentiel de notre organisation, il convient d'accorder une attention particulière à l'équilibre entre les régions et les genres. Dans cette optique, nous appelons l'OIAC à continuer à intégrer la dimension du genre dans l'ensemble de ses travaux. Permettez-moi de mentionner la formation internationale sur l'assistance et la protection contre les agents de guerre chimique et les produits chimiques industriels toxiques destiné exclusivement aux femmes premières intervenantes, que la Suisse a organisé avec succès la semaine dernière à Spiez en Suisse, en coopération avec l'OIAC. Enfin, la Suisse souligne le rôle crucial de la société civile pour le travail de la OIAC et sa contribution à la mise en œuvre de la Convention. La Suisse apprécie donc les efforts déployés sur ces questions, qui ne remontent pas seulement à la Conférence d'examen de l'année dernière.

Je voudrais terminer en répétant que les armes chimiques ne doivent plus jamais être utilisées, par qui que ce soit, dans quelle que circonstance que ce soit et à quelle que fin que ce soit. Les responsables doivent être traduits en justice.

Je demande que cette déclaration soit considérée comme un document officiel de cette session du Conseil exécutif et qu'elle soit publiée sur Catalyst et sur le site officiel de l'OIAC.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Mr. Chairperson, Director General, Excellencies,

Let me begin by wishing you a successful term in office and thanking you for your leadership. Rest assured of my delegation's full support. I would also like to thank the outgoing Chairperson for his commitment.

Mr. Chairperson,

Switzerland takes note of the fact that after a long break, consultations regarding gaps, discrepancies and inconsistencies noted in the Initial Declaration and subsequent submissions by the Syrian Arab Republic (SAR) between the Technical Secretariat and the SAR have been taken up again. While we welcome this development, we also note with concern that according to the Report of the DAT published on 4 July 2024, the Secretariat has opened new outstanding issues. In light of the now total number of 19 outstanding issues which are unresolved, SAR's declaration still cannot be considered accurate or complete. Switzerland therefore urges SAR to deliver verifiable and scientifically plausible explanations that will allow for the clarification of all open questions. We reiterate, once again, that collaborating with the OPCW and holding the required consultation rounds is not an end in itself but results from the duty of each State party to comply with its obligations under the Convention.

In this context, Switzerland expresses its full confidence in the work of the OPCW and its missions. We reject any attempts to discredit its work or to call into question the legitimacy of its missions.

Mr. Chairperson,

Open questions also remain regarding the poisoning of Mr. Navalny in 2020. The Russian Federation has not initiated an independent investigation nor cooperated with the OPCW even though it is obligated to do so under the Convention. We are equally concerned by the increasing reports on the alleged use of riot control agents in Ukraine by the Russian Federation as a method of warfare. Switzerland is thankful that the OPCW continues to monitor this particular and any other situation that is brought to its attention. Further, Switzerland is supportive of all activities deemed appropriate by the Technical Secretariat in response to requests being put forward, such as the Technical Assistance Visit required by Ukraine under Art. X of Convention. The allegations concerning the use of riot control agents by the Russian Federation in Ukraine are serious and would constitute a violation of the Convention if confirmed. In this context, Switzerland takes note of the Note Verbale submitted by Germany on behalf of 12 States. Given the seriousness of the allegations, we would welcome the Executive Council in assisting with the clarification of the situation pursuant to Art. IX para. 3 of the Convention.

Mr. Chairperson, let me now turn to more positive things:

Switzerland thanks the Director General and the Technical Secretariat for their work. Particularly commendable are the efforts to leverage new and emerging technologies. In this context, we want to highlight the OPCW Artificial Intelligence Research Challenge. Additionally, we are looking forward to the outcomes of the upcoming Global Conference, convened by the Kingdom of Morocco and the Technical Secretariat, to explore and examine the implications of AI technology within the framework of the Convention. Switzerland has long been advocating for a robust and effective verification regime. We believe it is crucial to use our resources as efficiently as possible. In this sense, we are pleased that discussions on new and emerging technologies not only focus on potential risk but are also examining the potential benefits and applications to further enhance the work of the OPCW in all its aspects. The aforementioned conference will certainly make a valuable contribution in this regard.

Mr. Chairperson,

Switzerland remains convinced that in order to exploit the full potential of our organization, particular attention needs to be given to regional and gender balance. In this vein, we urge the OPCW to continue to include gender perspectives in all its work. Let me also mention the international training course on assistance and protection against chemical warfare agents and toxic industrial chemicals that Switzerland conducted exclusively for women first responders in cooperation with the OPCW last week in Spiez, Switzerland. Last but not least, Switzerland underlines the crucial role of civil society for the work of the OPCW and its contribution to the implementation of the Convention. Switzerland therefore appreciates the efforts put into these issues not only since last year's Review Conference.

I want to close by repeating: Chemical Weapons may never be used again, by anybody, under any circumstance, for any purpose. Those responsible must be brought to justice.

I request that this statement be considered an official document of this Executive Council session and be published on Catalyst and on the OPCW's official website.

Thank you, Mr. Chairperson.